

**LE SECRETAIRE GENERAL**

--

**MESSAGE AU GROUPE INTERNATIONAL DE CONTACT  
SUR LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (GIC-RCA)  
Brazzaville, le 21 mars 2014**

*Prononcé par M. Babacar Gaye,  
Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau intégré des Nations Unies  
pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA)*

Je remercie l'Union africaine et le Médiateur de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale pour la crise en République centrafricaine, Son Excellence M. Denis Sassou N'Gusso, d'avoir invité les Nations Unies à participer à la quatrième réunion du groupe international de contact sur la République centrafricaine. Je remercie le gouvernement et le peuple de la République du Congo d'accueillir cet important événement.

Un an après le changement anticonstitutionnel de pouvoir en République centrafricaine, le pays est toujours en proie à une crise profonde. Il y a des dizaines de milliers de réfugiés ou de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Des communautés entières sont anéanties. Le pays est au bord de la faillite et est menacé d'une partition de facto.

La communauté internationale a une responsabilité collective envers les autorités de transition et le peuple centrafricain pour les aider à mettre fin aux tueries, protéger les civils, empêcher que les communautés ne soient séparées davantage, faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et faire fonctionner de nouveau le gouvernement.

Je suis très encouragé par la détermination du nouveau gouvernement de transition à résoudre les défis immédiats tout en jetant les bases d'une paix et d'une stabilité à plus long terme. L'engagement indéfectible des Centrafricains, et le soutien continu de leurs voisins, de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale, de la région et de la communauté internationale, seront indispensables. J'ai récemment eu l'honneur de rencontrer trois chefs religieux centrafricains - l'archevêque Dieudonné Nzapalainga, l'imam Omar Kobine Layama et le révérend Nicolas Guérékoyamé Gbangou. J'ai été profondément impressionné par leur engagement en faveur du dialogue et de la co-existence pacifique de toutes les communautés en République centrafricaine. Ces chefs religieux sont un exemple pour tout le pays.

Il y a maintenant une semaine, le Conseil national de transition a commencé à élaborer une nouvelle constitution et s'est donné trois mois avant de soumettre le texte à

un référendum populaire. Les Nations Unies ont mis à disposition leur expertise, comme elles l'ont fait par le passé dans l'élaboration du code électoral et de la Charte constitutionnelle de la transition. Il sera essentiel que ce processus favorise l'appropriation nationale de questions critiques qui nécessitent l'adhésion de tous les Centrafricains.

Cependant, pour obtenir des résultats dans ce domaine, ainsi que dans d'autres secteurs de la reconstruction du pays, la sécurité doit être rétablie. Je salue l'établissement d'un Conseil national de sécurité pour définir et coordonner les objectifs sécuritaires et de défense. Je félicite également la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) et *Sangaris* pour leur importantes contributions au rétablissement de la paix et de la sécurité dans certaines parties de Bangui et ailleurs. Au début du mois, j'ai proposé au Conseil de sécurité des Nations Unies de transformer la MISCA en une opération de maintien de la paix des Nations Unies dès la mi-septembre. En attendant la décision du Conseil de sécurité, j'appelle de nouveau au déploiement immédiat de troupes et de forces de police additionnelles pour protéger les civils et faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire, dans le prolongement de l'initiative en six points que j'ai présentée au Conseil de sécurité le mois dernier.

Le déploiement d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies doit s'inscrire dans le cadre d'un engagement plus large et à long terme de la communauté internationale. Il doit également être accompagné d'un engagement politique des acteurs nationaux à mener un processus politique inclusif qui créerait un environnement propice à la formation d'une armée républicaine, à la reconstitution de la police et de la gendarmerie, au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration, à la réconciliation et à la conduite d'élections inclusives, équitables et transparentes. A cet effet, les acteurs nationaux doivent s'engager formellement à participer à un processus qui donne lieu à une vision consensuelle et inclusive pour l'avenir du pays. Les Nations Unies sont prêtes à faciliter un tel processus.

Nous devons aussi réfléchir aux moyens d'aider les autorités à renforcer la gestion des finances publiques et la responsabilité de l'Etat de façon à viser expressément le recouvrement des recettes, le contrôle des dépenses, les marchés publics et les pratiques d'octroi des concessions.

Le financement sera crucial pour résoudre la crise sous tous ses aspects, à savoir sécuritaire, politique, des droits de l'homme et humanitaire. Cependant, les donateurs n'ont honoré qu'une faible partie des promesses qu'ils ont faites ces derniers mois pour répondre aux besoins humanitaires, organiser des élections et soutenir la MISCA. De plus, l'Union européenne n'a pas encore déployé les mille soldats composant sa mission en Centrafrique (EUFOR RCA). J'encourage les Etats membres européens à fournir les troupes restantes ainsi que les moyens logistiques nécessaires pour permettre le déploiement de la force.

J'appelle la communauté internationale à apporter tout le soutien nécessaire pour traduire nos préoccupations en actions concrètes. Le peuple centrafricain craint pour sa

vie et son futur. Ses besoins ne feront qu'augmenter avec la saison des pluies. Nous devons faire tout notre possible pour empêcher que cette situation déjà désespérée ne s'aggrave davantage. Nous devons travailler ensemble pour aider le peuple centrafricain à trouver le chemin de la reconstruction, de la réconciliation et de la paix.

UNOFFICIAL TRANSLATION